



PAR
Cyrille Louis,
Envoyé spécial à Riga,
Terehova et Balvi

Une foule nombreuse s'est rassemblée sur les quais de la Daugava pour assister, malgré le froid, au traditionnel défilé militaire. En ce 18 novembre, jour de fête de l'indépendance, l'armée lettone est à l'honneur, mais les regards se focalisent sur les soldats de l'Otan. « Sans leur présence, soupirer un spectateur, nous aurions bien du mal à tenir en respect notre voisin russe. » Dans le ciel de Riga, tandis qu'un avion biplan de l'époque soviétique dessine le drapeau lettone en libérant de larges traînées de fumée rouge, un F-16 de l'armée de l'air belge ainsi que quatre avions de combat hongrois et espagnols font entendre le grondement de leurs réacteurs. Ces appareils, basés en Lituanie, sont chargés d'intervenir en cas d'incursion russe dans l'espace aérien des pays Baltes. Une colonne de chars Leopard pavoisés aux couleurs du Danemark, de la Pologne et de l'Espagne parade devant la tribune officielle. Sur leur passage, les fanions s'agitent et les applaudissements redoublent d'intensité.

« Ma famille a toujours fêté le jour de l'indépendance, confie Robert Korbaka, y compris sous l'occupation soviétique, alors que c'était formellement interdit. » Le trentenaire hisse l'un de ses fils sur ses épaules, tandis que l'autre se lève sur la pointe des pieds pour apercevoir les blindés. À l'entendre, une atmosphère inhabituellement pesante flotte cette année sur les festivités. « Nous avons le sentiment d'avancer sur une couche de glace très fine, sans la moindre idée de ce que nous réserve l'avenir. » Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, à l'instar de nombreux Lettons, Robert Korbaka redoute que son pays ne soit le prochain à être pris pour cible. « Trente-cinq ans après avoir reconquis notre liberté, dit-il, nous comprenons que celle-ci ne peut être tenue pour acquise. »

Quelques heures plus tôt, alors que la ville dormait encore, les fraternités étudiantes avaient rendez-vous au cimetière militaire pour honorer les héros de l'indépendance. Ces organisations patriotiques, dont l'histoire remonte à la fin du XIX^e siècle, sont traditionnellement les premières à célébrer la fête nationale. Uniforme sombre, écharpe de couleur et casquette de velours élimée, les hommes s'alignent derrière un étendard dont trois ou quatre camarades armés d'une rapière assurent symboliquement la garde. Les femmes, moins nombreuses, portent une toque de fourrure ainsi qu'un bouquet de fleurs rouges et blanches. Sous le ciel menaçant, on observe une minute de silence avant d'entonner l'hymne lettone, puis de se recueillir au pied d'une statue à l'effigie de la mère patrie. Les recteurs des grandes universités et le chapelain de la Garde nationale, une organisation paramilitaire forte de 10 000 volontaires, prononcent de brefs discours empreints de gravité. « Cent sept ans après la conquête de notre indépendance, exhorte l'un d'eux, nous devons aux héros qui lui ont sacrifié leur vie d'être prêts à nous battre pour que notre pays reste libre. »

Margers et Linards Pocs, deux frères âgés d'une cinquantaine d'années, portent les couleurs de la fraternité Talavija. Cette association liée à l'école polytechnique de Riga fut créée pour promouvoir la langue et le nationalisme lettons alors qu'on vivait encore sous la tutelle du tsar. Comme d'autres corporations étudiantes, elle fut mise en sommeil au temps de l'URSS, puis ramenée à la vie en 1991. La résurgence de la menace russe lui donne aujourd'hui un nouvel élan. Chaque semaine, ses membres se rassemblent pour assister à des soirées littéraires, s'exercer à la pratique du duel et exprimer leur ardeur nationaliste. Nombre d'entre eux ont rejoint la Garde nationale afin d'être prêts à défendre leurs pays. « Depuis l'invasion de l'Ukraine, assure Margers Pocs, notre fête de l'indépendance a repris tout son sens. Je ne dirais pas que nous avons peur, mais que nous nous préparons lucidement à lutter une fois de plus pour l'indépendance de la Lettonie. »

« Nous avons le sentiment d'avancer sur une couche de glace très fine, sans la moindre idée de ce que nous réserve l'avenir »

Robert Korbaka Un Letton croisé lors de la fête de l'indépendance

Cet élan de ferveur ne se limite pas à tel ou tel camp politique. L'écrivain Janis Jonevs, dont le roman *Jelgava 94* fut salué par plusieurs prix littéraires, admet s'être longtemps défié des envolées patriotiques. « J'ai grandi au contact d'une culture alternative influencée par le heavy metal et rétive à toute forme d'autorité, sourit-il en plissant les yeux. Jusqu'à ce que l'invasion de l'Ukraine par la Russie me fasse changer de point de vue. » En ce 18 novembre, le romancier n'ira pas jusqu'à se mêler à la foule venue admirer les blindés. Mais il envisage d'imiter ceux de ses amis qui ont rejoint la Garde nationale. « Par ces temps troublés, il est important de montrer à ceux qui nous menacent que nous sommes un peuple uni. » Gints Apals, l'ancien diplomate qui dirige le département d'histoire du Musée de l'occupation, s'inquiète de constater que « l'identité lettone est de plus en plus structurée par la peur de la Russie. »

Le raidissement vis-à-vis de l'importante minorité russophone, issue de transferts de population mis en œuvre sur ordre de Staline après la Seconde



Le 18 novembre, les membres des fraternités étudiantes lettones défilent dans les rues de Riga, en direction du cimetière militaire, afin de rendre hommage aux morts qui se sont battus pour l'indépendance du pays en 1918.

ALBERT LORÈS POUR LE FIGARO

Le réveil du patriotisme lettone

La menace russe pousse ce petit peuple balte à entretenir les symboles de son indépendance, à soutenir avec ferveur son armée et à se préparer militairement à une éventuelle agression. Le président du pays, Edgars Rinkevics, se dit « certain que, cette fois, on se retrouvera du bon côté du rideau de fer ».

Guerre mondiale, est spectaculaire. Quelques semaines après l'invasion de l'Ukraine, les autorités ont frappé fort en faisant démolir l'immense obélisque au pied duquel plusieurs milliers de ses membres convergeaient chaque année pour commémorer la « libération » du pays par l'Armée rouge. « Jusqu'alors, explique Normunds Mezviets, directeur du Service de sécurité de l'État (VDD), des dizaines d'ONG œuvraient à propager l'influence du Kremlin en critiquant notre soi-disant russophobie, en dénigrant je ne sais quelle résurgence du nazisme ou en réclamant des privilèges pour la minorité russophone. Nous leur avons fait comprendre qu'on ne tolérerait désormais aucune expression de soutien à la politique de Moscou. » L'accès aux chaînes de télévision ainsi qu'aux principaux sites d'information réputés proches du Kremlin a été interdit. Plus de 840 résidents de nationalité russe ont été priés de quitter le territoire, faute d'avoir pu passer un test linguistique désormais obligatoire, tandis que 3700 ressortissants étrangers se sont vu refuser l'entrée dans le pays.

La Russie et son vassal biélorusse renforcent de leur côté la pression sur la Lettonie. Depuis le début de l'année, près de 12 000 étrangers ont tenté de s'introduire clandestinement dans le pays à partir de leur territoire. « Des passeurs, qui opèrent en toute liberté de l'autre côté de la frontière, les aident à découper la clôture puis à trouver leur chemin une fois celle-ci traversée », affirme Arturs Pupins, commandant adjoint des gardes-frontières de Silene. Plusieurs actes de sabotages - profanation de sites mémoriaux et jets de cocktail Molotov contre le Musée de l'occupation - sont parollement imputés aux services russes. « Après quatre ans de guerre, les deux groupes linguistiques sont plus polarisés que jamais », s'attriste Stanislavs Tokalovs, le réalisateur trentenaire de la série télévisée *Soviet Jeans*, qui se

sent à la fois totalement lettone et irréductiblement fier de ses origines russes. « En temps de guerre, concède Normunds Mezviets, il n'est pas toujours possible de faire dans la dentelle... »

Le président de la République lettone, Edgars Rinkevics, dont les bureaux sont installés au cœur du château de Riga, est catégorique : « La Russie cherche à tester notre détermination. Si nous faisons preuve de faiblesse, elle tentera d'aller toujours plus loin. » Balayant les présages alarmistes, le chef de l'État se dit convaincu de pouvoir compter sur le soutien de l'Otan. « La participation des alliés à notre défilé militaire, dit-il, envoie un puissant message de réassurance. » En cas d'invasion russe, les plans de défense prévoient qu'une brigade multinationale sous commandement canadien se portera en première ligne, aux côtés de la petite armée lettone, en attendant l'envoi de renforts. « Lorsque les chars russes se sont avancés, il y a quatre ans, sur la route de Kiev, le peuple lettone a d'abord été saisi d'une grande peur, reconnaît le président Rinkevics. Depuis lors, nous avons appris à vivre avec la guerre hybride que nous imposent nos voisins. De toute évidence, la longue ère de tranquillité qui a suivi la guerre froide est désormais révolue. Mais je suis certain que notre pays, cette fois, se retrouvera du bon côté du rideau de fer. »

Quelque 300 kilomètres plus à l'est, au cœur de la forêt où convergent les frontières avec la Russie et la Biélorussie, de nouvelles fortifications matérialisent cet espoir. Fossés antichars, alignements de dents de dragon et de hérissons tchèques, blocs de béton empilés les uns sur les autres... Cette « ligne de défense balte », dont les autorités de Riga, Vilnius et Tallinn ont conjointement annoncé la construction en janvier 2024, est encore loin d'être achevée. Mais les trois pays en ont fait une priorité. Le gouvernement lettone a débloqué 300 millions d'euros afin de fortifier ses 400 kilomètres de frontières orientales de l'ici à 2028. « L'idée n'est pas de refaire la ligne Maginot, assure le colonel Andris Rieksts, en charge du projet, mais d'inscrire ces mesures dans le cadre

d'un système défensif beaucoup plus large. » À terme, moyennant une rallonge budgétaire, celui-ci intégrera des batteries d'artillerie, des défenses antipersonnelles ainsi que des mines antipersonnelles. Les pays Baltes, de même que la Pologne et la Finlande, se sont retirés au printemps de la convention qui proscriit l'emploi de ces armes.

« À partir du moment où on laisse l'ennemi s'emparer d'un morceau de territoire, observe le colonel Rieksts, il devient extrêmement coûteux de le lui reprendre. C'est pourquoi notre objectif est de le stopper sur la ligne zéro. » Un décret signé début octobre autorise l'armée à établir des fortifications sur des parcelles de terrain privées jusqu'à 30 kilomètres de la frontière, sans attendre l'issue d'éventuels recours engagés par leurs propriétaires. D'anciennes zones marécageuses, naguère asséchées pour permettre des cultures ou des constructions, devraient être remises en eau afin de compliquer les mouvements de l'ennemi. « Il n'existe pas de ligne de défense infranchissable, admet l'officier, surtout depuis que l'apparition des drones a radicalement transformé le champ de bataille. Mais ces infrastructures défensives devraient au moins nous permettre de gagner un temps précieux. »

Le maire de Balvi, une localité de 5 000 habitants proche de la Russie, se dit rassuré de savoir que l'armée est prête à la défendre. Depuis le début de la guerre en Ukraine, celle-ci n'hésite plus à se montrer ni à conduire des entraînements au plus près de la frontière. Plusieurs blindés de l'Otan ont récemment participé pour la première fois à une parade militaire organisée dans le chef-lieu de cette région agricole pauvre à la population vieillissante. « Certains craignent qu'un tel déploiement de force n'attire les foudres de la Russie, concède Janis Trupovnieks. Mais la plupart sont soulagés de pouvoir rester chez eux sans craindre l'arrivée des chars ennemis... »

Ingrida Meierovica, 91 ans, aimerait pouvoir en dire autant. Depuis le début de la guerre en Ukraine, cette habitante de Riga au port élégant et à la mémoire encore très sûre est rattrapée par les cauchemars de son enfance. « Je me demande souvent ce qu'il se passera si les Russes reviennent », soupire-t-elle. En septembre 1944, Ingrida n'avait que 10 ans lorsque l'Armée rouge s'est emparée de la Lettonie. « Mes parents, mes frères et moi avons pris le dernier train pour l'Allemagne avant que la route ne soit totalement coupée », raconte-t-elle, la voix étranglée par l'émotion. Ils y passeront la fin de la guerre, entourés de réfugiés baltes, tandis que plusieurs de leurs proches disparaîtront en Sibérie et dans les camps nazis. Ingrida, dont la famille émigre finalement en Australie, ne regagnera son pays qu'un demi-siècle plus tard, lorsque celui-ci aura reconquis son indépendance. Dans son salon décoré avec soin, le portrait à l'huile de son défunt beau-père, Zigrids Meierovics, qui fut il y a un siècle le premier ministre lettone des Affaires étrangères, témoigne d'une histoire tumultueuse. « Quand l'URSS s'est effondrée, sourit tristement Ingrida Meierovica, nous avons cru un temps que le cycle de nos malheurs allait s'interrompre. Hélas, il n'a pas fallu longtemps pour que ressurgisse la crainte de voir notre pays à nouveau pris au piège. » ■



➔ Retrouvez demain
**LA LITUANIE, LES NERFS À VIF
SUR LA « LIGNE MAGINOT » BALTE**